

MACHINES À VOTER

## Le système électoral US en question



Beaucoup espèrent que l'élection présidentielle de 2004 permettra un changement à la Maison-Blanche. C'est accorder beaucoup de crédit au nouveau système électoral. La privatisation du dépouillement du scrutin et le recours au vote électronique rendent impossible le contrôle populaire des résultats. Une fraude massive est possible alors que George W. Bush n'avait obtenu le suffrage que du quart des citoyens en 2000 et avait été désigné président sans que soit connu le résultat des urnes.

page 2

### Réformer l'ONU ou en sortir

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Richard Perle et David Frum, respectivement proches de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney, continuent à développer dans la presse états-unienne les thèses de leur dernier livre. Ils critiquent l'obsolescence du droit international qui n'autorise à faire la guerre qu'en légitime défense et non à attaquer préventivement. Ils conspuent l'Onu, que les Français utilisent pour limiter la puissance des États-Unis. Et concluent qu'il faut changer l'Onu ou en sortir.

page 6

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'émissaire états-unien pour la Feuille de route doit repartir au Proche-Orient avec un nouveau rôle

■ Le directeur de cabinet d'Ariel Sharon présente le plan unilatéral de retrait à Condoleeza Rice

■ Selon le « Jane's Intelligence Digest », Donald Rumsfeld préparerait une confrontation contre la Syrie

■ Selon le « Jerusalem Post », 56 « États islamiques » ont été autorisés à témoigner sur le mur de séparation

page 12



### LA LOI DU TALION

La ville de New York avait évoqué 30 à 40 000 morts dans les attentats survenus le 11 septembre 2001 au World Trade Center, puis avait publié une première liste nominative de 6 888 victimes supposées. Arguant de la légitime défense, les États-Unis ont attaqué l'Afghanistan en réplique. La Coalition reconnaît que les « dommages collatéraux » de cette guerre ont coûté la vie à au moins 3 500 civils. Le 23 janvier, la ville de New York a annoncé le bilan, probablement définitif, des attentats du World Trade Center. 2 749 personnes sont portées mortes ou disparues. Ce chiffre comprend à la fois les occupants des tours jumelles, les passagers des avions et les personnels de secours.

## Machines à voter

# Le système électoral US en question

**Beaucoup espèrent que l'élection présidentielle de 2004 permettra un changement à la Maison-Blanche. C'est accorder beaucoup de crédit au nouveau système électoral. La privatisation du dépouillement du scrutin et le recours au vote électronique rendent impossible le contrôle populaire des résultats. Une fraude massive est possible alors que George W. Bush n'avait obtenu le suffrage que du quart des citoyens en 2000 et avait été désigné président sans que soit connu le résultat des urnes.**



La campagne électorale présidentielle états-unienne retient l'attention de la presse étrangère plus encore que de la population états-unienne. À l'évidence, chacun espère que le suffrage populaire mettra fin à l'ère Bush et que les relations étrangères des États-Unis se pacifieront.

Le système électoral états-unien se fonde sur des concepts politiques très éloignés de ceux qui ont cours dans le reste du monde. La Constitution de 1787 se veut républicaine et non démocratique : elle a été rédigée par les pères fondateurs pour défendre l'intérêt général « *contre la tyrannie de la majorité* ». Elle ne reconnaît pas la souveraineté populaire, mais celle des États fédérés, lesquels ont chacun leur propre constitution et leurs propres règles politiques. Tous les États fédérés ayant au cours de l'Histoire adopté le suffrage universel et celui-ci ayant été étendu à toutes les catégories ethniques, l'élection du président se fait en définitive au second degré, par l'intermédiaire d'un collège de grands électeurs désignés par la population de chaque État.

Inspirés par l'analyse de Montesquieu, les pères fondateurs ont veillé à organiser une stricte séparation des pouvoirs. Cependant, au cours de l'élection

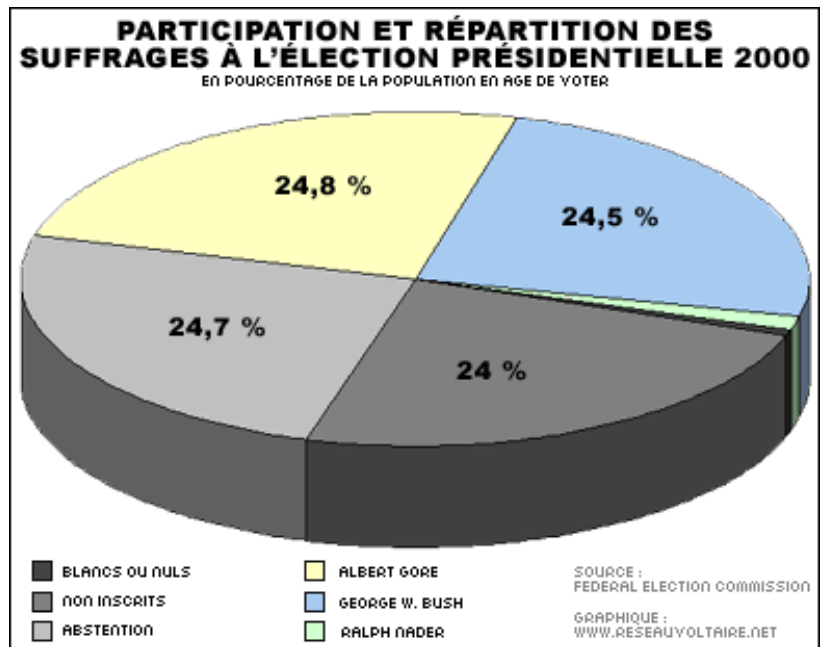
de 2000, c'est le pouvoir judiciaire, en l'occurrence la Cour suprême, qui, en se prononçant sur un litige particulier, a désigné *de facto* le président. Et l'on sait que la majorité de la Cour a désigné George W. Bush, alors que ses membres avaient été nommés à cette fonction par George H. Bush, le père.

Pour trancher l'affaire Gore contre Bush, la Cour suprême a simplement constaté que, compte tenu de problèmes inattendus en Floride, on ne pouvait pas établir le résultat dans cet État en respectant le règlement local à la lettre. Dès lors, elle ne souhaitait pas connaître ce résultat car ce qui comptait à ses yeux, ce n'était pas d'exprimer la volonté populaire, mais de respecter des règles formelles permettant à la Providence de se manifester. Ici, le vote n'a rien à voir avec le concept rousseauiste de contrat social, mais se rapproche de l'ordalie médiévale.

James Madison, l'un des principaux rédacteurs de la Constitution, affirmait qu'elle avait été conçue « *pour protéger la minorité des nantis face de la majorité* ». C'est pourquoi les élections ne devaient pas porter sur un programme, mais uniquement sur un bilan. Pour Thomas Jefferson, elles doivent servir à « *corriger les erreurs et les abus de ceux qui exercent le pouvoir* ». Le président n'est donc pas l'élu du peuple, mais il est élu par la grâce de Dieu et peut être sanctionné par le peuple s'il commet des fautes. Il peut même être sanctionné en cours de mandat par le Congrès si ses fautes font obstacle à la réalisation du projet divin sur l'Amérique. Ainsi, entre deux prières, les parlementaires se sont-ils interrogés pour savoir si la vie privée de Bill Clinton ne jetait pas une ombre sur le pays et s'ils ne devaient pas le destituer pour permettre à « *la main invisible* » de relancer l'économie.

Les exigences religieuses qui s'appliquent à l'hôte de la Maison-Blanche s'appliquent aussi aux électeurs. C'est pourquoi de nombreux États privent les électeurs ayant eu une condamnation pénale de leurs droits civiques. Selon les cas, les interdictions peuvent être pour une durée déterminée ou à vie. Compte tenu des rapports entre condamnation pénale et condition sociale, ces privations touchent prioritairement les pauvres, et parmi eux, les noirs.

Dans un tel contexte politico-religieux, l'élection est soumise au moins de règles possibles. Ainsi, il existe des plafonds limitant les dons pour financer les campagnes, mais il suffit de les verser à des associations périphériques pour les contourner. Et en tout état de cause, il n'existe pas de plafond de dépense pour les candidats. En janvier 2004, George W. Bush a déjà officiellement accumulé plus de 110 millions de dollars de dons, tandis que son principal adversaire arrive péniblement à 40. Cet écart continuera à se creuser dans les prochains mois. Les experts estiment que Bush devrait directement dépenser plus de 300 millions de dollars au total, une somme inenvisageable pour ses concurrents.



L'élection ne visant pas à exprimer la souveraineté populaire, mais au mieux à permettre un arbitrage populaire, le dépouillement du scrutin n'appartient pas au peuple. Les autorités locales qui ont la charge de l'organisation de la votation rivalisent d'astuces pour qu'elles coûtent le moins cher possible. Compte tenu du très grand nombre de mandats et de référendums soumis au vote, les scrutins sont regroupés. L'élection présidentielle coïncide avec de très nombreux autres scrutins. D'où le recours à du personnel intérimaire pour le dépouillement, puis à des sociétés privées, enfin à des machines à voter.

Les premières machines utilisaient des cartes perforées par les électeurs. Mais, ce système provoque de nombreuses erreurs : selon la taille de la perforation, elle peut être prise en compte ou non par la machine.

Le progrès technique permet désormais de recourir à des machines électroniques dans les isoloirs, et à Internet pour les votes par correspondance. La Géorgie et le Maryland viennent d'adopter ces procédures modernes, qui devraient s'étendre progressivement à une large partie du pays. Pourtant, elles n'offrent aucune garantie de sincérité, ni de confidentialité. Il est extrêmement simple de truquer ou de pirater les logiciels. À partir de quoi, on peut voter plusieurs fois, modifier les votes d'autrui et dévoiler nominativement les votes. S'il existe trois sociétés capables de pourvoir ce marché, Diebold Inc. semble devoir emporter les commandes publiques. Or, diverses expériences ont montré la facilité avec laquelle on pouvait hacker ses machines. Et *the last, but not the least*, on a appris que le directeur général de Diebold, Walden O'Dell, était l'un des principaux responsables de la levée de fonds en faveur du candidat Bush. Il a notamment présidé la réunion des Rangers and Pioneers, les bienfaiteurs de la campagne, en août dernier au ranch présidentiel de Crawford.

Dans de telles conditions, et si ce système devait effectivement être utilisé, l'élection présidentielle états-unienne serait plus digne d'une république bananière que d'une démocratie même imparfaite.

Selon un récent sondage Zogby, cité par le *New York Times*, 32% des électeurs des États ayant voté Bush en 2000 pensent aujourd'hui que cette élection était

truquée. Ils sont 44% dans les États ayant voté Gore. La fraude était pourtant beaucoup plus difficile à l'époque qu'elle ne le sera en novembre 2004 : il n'y avait que 7% de vote électronique et 20% de vote par perforation.

En 2000, il n'était pas venu à l'idée de l'administration Clinton-Gore de demander l'assistance d'observateurs électoraux étrangers. Elle a eu tort. L'administration Bush-Cheney, qui n'a pas été élue, mais désignée, acceptera-t-elle des observateurs électoraux et prendra-t-elle le risque d'être battue en 2004 ?

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Réformer l'ONU ou en sortir

## Analyse

Ancien membre du Conseil de sécurité nationale, Flynt Leverett livre sa version du désarmement libyen dans le *New York Times*. Selon lui, Tripoli avait engagé des négociations depuis plusieurs années. Elles ont d'abord permis de régler l'indemnisation des victimes de l'attentat de Lockerbie, puis de convenir du désarmement. Contrairement à ce qu'a prétendu George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union, ce calendrier n'a rien à voir avec l'attaque de l'Irak, mais reflète une nouvelle étape des négociations. Et si ces discussions ont abouties, c'est précisément parce que les faucons en ont été tenus à l'écart par Powell et Rice.

À propos des faucons, Richard Perle et David Frum, respectivement proches de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney, continuent à développer dans la presse états-unienne les thèses de leur dernier livre. Dans le *Los Angeles Times*, ils critiquent l'obsolescence du droit international qui n'autorise à faire la guerre qu'en légitime défense et non à attaquer préventivement. Ils conspuent l'Onu, que les Français utilisent pour limiter la puissance des États-Unis. Et concluent qu'il faut changer l'Onu ou en sortir.

Autre divorce à l'amiable : l'ambassadeur japonais Hiroshi Hirabayashi assure dans *Le Monde* que le choix par les États-Unis et le Japon du site nippon de Rokkasho-Mura pour la construction du réacteur à fusion thermonucléaire ITER est motivé par des considérations purement techniques. Le refus par les États-Unis du site français de Cadarache s'expliquerait, poursuit-il sans rire, par les risques sismiques bien connus de la vallée de la Durance et la mauvaise maîtrise qu'en ont les Français par rapport aux garanties de sécurité offertes par l'archipel nippon. Nous avons donc l'esprit mal placé en imaginant que cela puisse être une mesure de rétorsion après le veto français au Conseil de sécurité.

De manière un peu plus subtile, Laith Kubba annonce de nouvelles difficultés en Irak : le Conseil provisoire de gouvernement, pourrait tenter de conserver le pouvoir s'il était désavoué par les urnes. Sachant que l'auteur est directeur de programme à la Fondation pour la démocratie et que le Conseil provisoire est une marionnette de Washington dépourvue de tout pouvoir réel, cette hypothèse apparaît comme une option possible pour permettre aux États-Unis de conserver le contrôle de la situation en cas de victoire électorale des nationalistes. L'article est publié dans *Clarín* et les lecteurs argentins se souviennent dans leur histoire récente des éléments utiles pour comprendre l'avenir que l'on prépare aux Irakiens.

Enfin, l'analyste William H. Overholt, de la Rand Corporation, s'amuse dans l'*International Herald Tribune* des capacités que l'on prête à la Chine : elle serait responsable des difficultés économiques de l'Union européenne ou du Japon, et menacerait de casser l'économie états-unienne en revendant ses bons du Trésor. Tout cela, dit-il, ressort du fantasme. La Chine n'est qu'un pays pauvre qui se réforme courageusement.

## Flynt Leverett



Flynt Leverett est chercheur à la Brookings Institution. Il est ancien fonctionnaire au département d'État et directeur des affaires moyen-orientales au National Security Council.

### « Pourquoi la Libye a abandonné la bombe »

Source : New York Times

Référence : « Why Libya Gave Up on the Bomb », par Flynt Leverett, *New York Times*, 23 janvier 2004.

En reliant à tort le changement de comportement de la Libye et la guerre en Irak, le président **George W. Bush** a mal présenté les enseignements à tirer du cas libyen. Cette confusion sape nos chances d'obtenir de pays comme l'Iran ou la Syrie qu'ils suivent l'exemple libyen.

En réalité, l'abandon des armes de destruction massive par la Libye tire ses racines dans la première année du mandat de l'administration Bush et avait déjà ses fondations lors du second mandat de **Bill Clinton**. À cette époque, la Libye avait pris contact avec Washington par l'intermédiaire de l'ambassadeur saoudien aux États-Unis, le prince Bandar bin Sultan. Les États-Unis avaient accepté la suspension des sanctions de l'ONU contre la Libye suite à l'extradition de deux officiers de renseignement libyens dans le cadre du procès de Lockerbie, en 1999.

Au printemps 2001, j'étais membre du **département d'État**, quand les gouvernements britannique et états-unien proposèrent à Tripoli d'annuler définitivement les sanctions onusiennes en échange d'un accord de compensation avec les familles des victimes de l'attentat. Pendant les deux années de négociation qui suivirent, Washington resta ferme sur le fait que les sanctions économiques des États-Unis contre la Libye se poursuivraient tant



que Tripoli ne renoncerait pas à ses armes de destruction massive. Les discussions sur cette question ont commencé au printemps dernier, soit avant la Guerre d'Irak et à la suite d'un processus diplomatique de plusieurs années qui avait convaincu les Libyens de travailler avec nous.

Nous aurions dû agir de la même façon avec la Syrie et l'Iran après le 11 septembre car il était évident que ces pays étaient désireux de renouer des relations avec les États-Unis si nous leur avions proposé des bénéfices concrets à la discussion. En fait, ce qui a permis de négocier avec la Libye c'est que ces négociations ont été prises en charge par une coalition excluant les néo-conservateurs, soit le département d'État (à l'exception des services de John Bolton) et **Condoleezza Rice**.

## David Frum, Richard Perle



David Frum a été rédacteur des discours de George W. Bush, notamment celui sur l'« Axe du mal ». Il est aussi rédacteur de *National Review* et membre de l'American Enterprise Institute-><http://www.aei.org/>.



Richard Perle (Le valet de pique du régime Bush) est chercheur à l'American Enterprise Institute (AEI), analyste à l'Institute for Advanced Strategic & Political Studies (IASPS), administrateur du Center for Security Policy, de la Foundation for the Defense of Democracies,

### « L'ONU doit changer ou les États-Unis doivent la quitter »

Source : Los Angeles Times

Référence : « U.N. Should Change -- or U.S. Should Quit », par David Frum et Richard Perle, *Los Angeles Times*, 23 janvier 2004.

L'ONU est la petite souris de la politique américaine : peu d'adultes y croient, mais ils considèrent que ça n'est pas nuisible et que cela amuse les enfants. Toutefois, depuis le 11 septembre, en nous faisant obstacle dans la guerre au terrorisme, l'ONU n'est plus sans danger et les discours enthousiastes des Démocrates à son égard ont cessé d'être amusants. L'ONU est un obstacle pour notre sécurité nationale en raison de sa volonté de poser des limites légales aux capacités des États-Unis de se défendre. Cette attitude place les responsables politiques face à un dilemme : accepter ses limites et compromettre notre sécurité ou les rejeter et apparaître comme un hors la loi.

L'article 51 de la Charte de l'ONU prévoit deux cas où le recours à la force est autorisé : en cas de légitime défense suite à une agression ou avec l'aval du Conseil de sécurité. Malheureusement, le terme d'agression se réduit à l'invasion, pas au fait d'abriter sur son sol des milliers de meurtriers anti-américains. Ainsi, si avant le 11 septembre, nous avions été détruire des camps d'Al Qaïda en Afghanistan, nous aurions été qualifié d'agresseurs. Nous aurions également pu demander l'accord du Conseil de sécurité, mais est-ce que les Russes, les Chinois et les Français nous l'auraient accordé ?

En d'autres termes, avec les règles de l'ONU, on ne peut combattre les terroristes qu'une fois qu'ils ont mené une attaque. À une époque où des groupes fanatiques tentent d'acquérir des armes pouvant causer des centaines de milliers de morts, ce n'est pas acceptable. Les règles actuelles sont obsolètes et il faut donc en définir de nouvelles qui reconnaissent qu'abriter des terroristes est une agression.

Il ne sera malheureusement pas facile de faire adopter ces changements car de nombreux pays, même parmi nos alliés traditionnels, sont plus préoccupés par l'obstruction contre la puissance américaine que par la guerre au terrorisme, tant que nous restons la cible. Par ailleurs, la France de **Jacques Chirac** utilise



du Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA), de l'Hudson Institute, du Washington Institute for Near East Policy (WINEP), rédacteur en chef du *Jerusalem Post* et président du Defense Policy Board du Pentagone. Il est co-auteur de *An End to Evil : How to Win the War on Terror*.

l'ONU pour nous présenter comme un pays hors la loi afin de construire une Union européenne bâtie comme un contre poids contre nous.

Le monde a changé et si l'ONU ne veut pas prendre part à la guerre au terrorisme, nous ne devons pas prendre part à l'ONU.

## Hiroshi Hirabayashi



Hiroshi Hirabayashi est ambassadeur du Japon en France.

### « Pas de guéguerre pour ITER »

Source : Le Monde

Référence : « Pas de guéguerre pour ITER », par Hiroshi Hirabayashi, *Le Monde*, 23 janvier 2004.

Après que le secrétaire à l'Énergie des États-Unis, **Spencer Abraham**, ait annoncé le soutien des États-Unis à la candidature du site japonais de Rokkasho-Mura pour accueillir le projet ITER (le réacteur à fusion thermonucléaire), le gouvernement français et la **Commission européenne** ont évoqué la possibilité de développer seuls ce projet. Il est pourtant nécessaire que tous y soient associés pour qu'il réussisse.

Certains commentateurs politiques en France laissent également entendre que le soutien de Washington au site japonais est la conséquence de la position française sur l'Irak. Pourquoi déplacer le problème ? Nous sommes seulement convaincus que Rokkasho-Mura a plus d'avantages que Cadarache et les États-Unis partagent notre avis.

En effet, le Japon possède déjà un réacteur qui a obtenu des résultats probants et qui ressemble, en plus petit, à ce que sera ITER. En outre, le site japonais dispose d'un accès beaucoup plus facile pour faire venir le matériel construit partout dans le monde que Cadarache et compte tenu de la fragilité de ce matériel, il faut limiter les déplacements au maximum. Enfin, la vallée de la Durance a également des risques de séisme, comme au Japon, mais notre savoir-faire pour limiter les impacts des secousses est reconnu mondialement. Pour attribuer l'emplacement du site, nous ne devons avoir que les données techniques en tête. Le Japon propose donc un compromis : le réacteur sera construit sur notre site et le centre d'analyse des résultats sera situé à Cadarache.

## Laith Kubba



Laith Kubba est président de l'Iraq National Group. Il est membre de la National Endowment for Democracy et est l'un des membres fondateurs de l'Iraqi National Congress.

### « Irak : vers un gouvernement légitime »

Source : Clarin

Référence : « Irak : hacia un gobierno legítimo », par Laith Kubba, *Clarin*, 23 janvier 2004.

Depuis que la guerre est terminée, l'Irak se dirige vers la normalisation de sa situation et vers l'auto-gouvernement. Les Irakiens jouissent déjà de la liberté d'expression et d'association et d'une plus grande représentation au niveau local. Le pays bénéficie également de trois événements cruciaux : la décision de transfert de souveraineté de l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** vers une assemblée irakienne en juin, l'apport de 30 milliards de dollars par des donateurs internationaux et l'arrestation de Saddam Hussein qui a fait suite à la mort de ses fils.

Ces avancées ne doivent cependant pas masquer les difficultés qui persistent tels l'augmentation de la violence politique et le manque de sécurité dans le pays. Nous devons également créer un processus politique permettant d'intégrer les tribus sunnites dans le nouvel Irak. Nous devons reconstruire les institutions irakiennes que sont la police, le renseignement et l'armée, ce qui ne peut être réalisé que par un gouvernement national et un processus politique légitime.

Pour parvenir à ce résultat, l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** doit intégrer dans le processus les différentes communautés du pays et éviter que le Conseil de gouvernement irakien n'utilise ses prérogatives pour se maintenir au pouvoir au dépend d'autrui après le transfert de compétence. Ce transfert de souveraineté doit aussi être indépendant de tout contrôle extérieur.

## William H. Overholt



William H. Overholt est expert en politique asiatique à la Rand Corporation. IL a travaillé au cours de sa carrière pour le département d'État, le

### « C'est si facile de blâmer la Chine pour tout »

Source : International Herald Tribune

Référence : « It's so easy to blame China for everything », par William H. Overholt, *International Herald Tribune*, 23 janvier 2004.

La Chine est devenue le réceptacle des espoirs et des craintes du reste du monde. Aujourd'hui, la Banque centrale européenne l'accuse d'être responsable de la faible croissance européenne et de son haut taux de chômage, le ministre des Finances japonais blâme Pékin pour sa politique monétaire qu'il estime responsable de la déflation nipponne et les Américains l'accusent de provoquer des pertes d'emploi dans les secteurs industriels de leur pays. De l'autre côté,

département de la  
Défense et le National  
Security Council. Il est  
l'auteur de *The Rise of  
China*.

certain, comme l'analyste français François Heisbourg, interprètent la dépendance états-unienne consécutive à l'achat de bons du trésor par la Chine comme un moyen de limiter la puissance de Washington.

Ces affirmations ne tiennent pas face à une analyse sérieuse. La faible croissance européenne est due au manque de flexibilité de son marché de l'emploi et la perte d'emploi aux États-Unis est le fruit de l'augmentation de la productivité en période de fragilité économique. La théorie des bons du trésor des Français n'est pour sa part que la reprise d'une argumentation au départ énoncée pour le Japon et qui ne s'est jamais vérifiée alors que le Japon avait à l'époque les reins beaucoup plus solides sur la plan financier que la Chine ne les a aujourd'hui. En fait, la Chine subit le transfert des frustrations domestiques ou d'espoirs irréalistes. C'est comme cela qu'il faut comprendre le souci de François Heisbourg de trouver un moyen de limiter la puissance des États-Unis. Certes, la dette pourrait entraver la puissance états-unienne mais ce n'est pas à cause de la Chine qui commettrait un suicide financier en s'opposant à Washington.

Quand j'ai écrit mon livre, *The Rise of China*, j'ai écrit que la Chine se tournait vers une réforme qui allait développer son poids économique mais je n'ai jamais dit que cela en ferait une puissance omnipotente. La Chine n'est qu'un pays pauvre qui se réforme courageusement.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## L'émissaire états-unien pour la Feuille de route doit repartir au Proche-Orient avec un nouveau rôle

Référence : « U.S. envoy Wolf to return to region in 'roving' role », par Nathan Guttman, *Ha'aretz*, 23 janvier 2004.

L'émissaire états-unien au Proche-Orient, John Wolf, doit retourner prochainement dans la région. Cependant, le quotidien *Ha'aretz* déduit de son absence prolongée de trois mois un changement de statut, alors que James Baker vient de terminer une tournée dans les pays du Golfe.

Lors de sa prochaine visite, il ne sera pas à la tête d'une équipe supervisant l'application de la Feuille de route, mais devrait plutôt remplir le rôle de « *représentant itinérant* », rencontrant les dirigeants nationaux avant de rentrer à Washington.

Au cours d'une conférence à l'université de Princeton jeudi 22 janvier 2004, John Wolf a confié qu'il n'avait aucune expérience du Proche-Orient lorsqu'il a été choisi par George W. Bush comme émissaire spécial des États-Unis chargé de la Feuille de route. Selon lui, Colin Powell, Condoleezza Rice et le président états-unien souhaitaient avoir « *quelqu'un avec un œil neuf* », ce qui était effectivement « *un avantage* ».

Il a rejeté les critiques faisant état de son isolement sur place, en soulignant le soutien, non seulement de son équipe et de la CIA, mais aussi des autorités états-uniennes à Tel Aviv et Jérusalem. Il a regretté que son plan, confié à la mi-août 2003 aux Palestiniens et aux Israéliens, n'ait pas été mis en œuvre, notamment concernant le transfert de l'autorité dans les villes de Cisjordanie : « *Nous avons tenté de travailler avec les Palestiniens, nous avons obtenu des Israéliens que leur soit laissé un peu de temps, mais du côté palestinien, tout était dans le discours et rien dans l'action* ». L'Autorité palestinienne a en effet, selon ses dires, échoué dans toutes ses tentatives de retour de la sécurité.

Il a également critiqué Israël pour avoir continué la démolition de maisons, l'expansion des colonies, et le maintien des avant-postes. La construction du mur de séparation n'a pas, selon lui, contribué à améliorer la situation.

Il a conclu en indiquant que sa mission au Proche-Orient n'était pas terminée, bien que personne ne sache quand il y retournera : « *Nous sommes déterminés à aider les [deux] parties, mais aucune force extérieure ne peut vouloir la paix plus que les protagonistes eux-mêmes* », a-t-il concédé.

## Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

## Le directeur de cabinet d'Ariel Sharon présente le plan unilatéral de retrait à Condoleezza Rice

Référence : « Weisglass presents pullout proposal to Rice », *Ha'aretz*, 23 janvier 2004.

Le directeur de cabinet d'Ariel Sharon, Dov Weisglass, a présenté, jeudi 22 janvier 2004, à la Conseillère nationale pour la sécurité états-unienne, Condoleezza Rice, le plan de retrait du Premier ministre israélien, et a répondu à des questions concernant le mur de séparation en Cisjordanie.

Dov Weisglass a souligné que le plan de retrait unilatéral des territoires s'alignerait sur une « *ligne de sécurité* » qui comprend l'évacuation de certaines colonies.

Il s'est accordé avec son interlocutrice pour dire que l'Autorité palestinienne ne peut pas être un partenaire dans le processus de paix en l'état actuel, et que la partie palestinienne est responsable du blocage.

Il a expliqué en conséquence qu'Israël n'attendrait pas les Palestiniens et prendrait l'initiative de mesures de retrait, dans le cadre défini par le discours de juin 2002 du président états-unien George W. Bush. Ariel Sharon doit se rendre à Washington dans les prochaines semaines pour en discuter avec lui. Weisglass a précisé que ce plan ne comprenait pas d'annexions de territoire. Il a également indiqué que le tracé du mur de séparation allait être révisé afin de prendre en compte les exigences états-uniennes et de permettre des concessions pour la population palestinienne. Selon lui, ce nouveau tracé permettra d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens en leur créant de nouveaux points de passage, et donc une plus grande liberté de mouvement.

Les responsables états-uniens ont à nouveau demandé à Weisglass d'évacuer les avant-postes en Cisjordanie. Condoleezza Rice a néanmoins ajouté que l'administration Bush s'opposait à ce que la question du mur soit débattue devant la Cour de justice internationale de La Haye, mais en précisant que Washington n'avait pas encore tranché la question d'une éventuelle présentation de sa position devant la cour.

## Selon le « Jane's Intelligence Digest », Donald Rumsfeld préparerait une confrontation contre la Syrie

Référence : « 'Janes' : US gearing for showdown with Syria », *Jerusalem Post*, 22 janvier 2003.

Le *Jerusalem Post* rend compte, dans son édition du 22 janvier 2004, d'un article à paraître vendredi 23 dans la revue britannique *Jane's Intelligence Digest*, selon lequel le secrétaire à la Défense états-unien, Donald Rumsfeld, envisagerait de provoquer une confrontation militaire avec la Syrie en attaquant les bases du Hezbollah près de la frontière syrienne au Liban.

Des attaques variées de l'armée états-unienne dans la région, menée sous couvert de guerre au terrorisme, se focaliseraient sur la vallée de Bekaa, à l'Est du Liban. Donald Rumsfeld a en effet annoncé, début janvier 2004, qu'il envisageait d'envoyer des troupes spéciales en Somalie ou dans la Bekaa sous contrôle syrien, « pour appréhender des terroristes ». Une affirmation qualifiée de « chimérique » par le ministre libanais de l'Information, Michel Samaha. (voir « Le Liban craint une intervention militaire états-unienne dans la région sous couvert de lutte contre le terrorisme »)

Selon la revue de référence, spécialisés en questions stratégiques, le déploiement de troupes spéciales états-uniennes dans cette région, où sont basées la plupart des forces d'occupation syriennes au Liban, créerait une situation extrêmement explosive et « impliquerait presque certainement une confrontation avec les troupes syriennes ».

Un tel conflit pourrait démontrer les objectifs des États-Unis, selon l'article, qui passe en revue les bénéfices stratégiques que Washington peut retirer avec la Syrie. Cela permettrait en effet :

- ▶ d'augmenter la pression sur Damas pour que cesse le soutien aux groupes palestiniens anti-israéliens
- ▶ de persuader la Syrie d'abandonner ses armes de destruction massive et de retirer ses troupes du Liban
- ▶ de créer une situation permettant le renversement du président Bashar al-Assad
- ▶ d'écraser le Hezbollah et de mettre un terme à ses liens présumés avec Al Qaïda.

Le journal note également que « les conséquences politiques d'une attaque des États-Unis contre le Liban pourraient provoquer une déstabilisation du pays qui est toujours en cours de reconstruction de ses infrastructures, dix ans après une guerre civile de quinze ans » qui a ruiné le pays. « Cela alimenterait également l'hostilité des musulmans et des arabes à l'encontre des États-Unis à un moment où les forces d'occupation emmenées par les États-Unis luttent contre une insurrection croissante en Irak. Dans ces circonstances, s'en prendre au Hezbollah dans la vallée de Bekaa se révélera probablement une



entreprise risquée (...) Cependant, étant donné la doctrine de l'administration Bush sur les frappes préventives, il reste tout à fait possible que Washington lance prochainement des frappes militaires contre le Liban, quelles qu'en soient les conséquences sur la stabilité régionale.

## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

### Selon le « Jerusalem Post », 56 « États islamiques » ont été autorisés à témoigner sur le mur de séparation

Référence : « Ruling : 56 Islamic states can testify on fence », par Tovah Lazaroff, Janine Zacharia et Lamia Lahoud, *Jerusalem Post*, 23 janvier 2004.

La Cour de Justice Internationale (CJI) de La Haye, a décidé, jeudi 22 janvier 2004, que 56 pays, dont le Cameroun et l'Afghanistan, seraient autorisés à témoigner contre le mur de séparation israélien, au travers de l'Organisation de la Conférence Islamique, lors des audiences qui doivent s'ouvrir le 23 février prochain.

Cette décision, qui fait suite à celle de la semaine dernière autorisant les membres de la Ligue arabe à témoigner, renforce, selon le *Jerusalem Post*, la conviction des Israéliens que la procédure est biaisée et que c'est Israël, et non la clôture, qui sera jugé en fin de compte.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a évoqué la question avec le Secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, le même jour. Il lui a expliqué que tant que les Palestiniens croiront qu'ils peuvent remporter le soutien de l'opinion internationale au sein d'un tribunal, ils ne seront pas incités à poursuivre le processus de paix tel que défini par la Feuille de route. Il lui a demandé de continuer à travailler à l'élaboration d'une position commune russo-états-unienne sur ce sujet.

Colin Powell a assuré, en réponse, son interlocuteur que Washington était opposé à ce procès, craignant une politisation du processus. D'après un communiqué émanant du Département d'État, les États-Unis « sont en train de consulter d'autres gouvernements intéressés sur les moyens d'éviter que soient causés des torts au processus de paix par cette décision malavisée de l'Assemblée générale ».